

L'Ituri et la difficile gestion des milices tribales

2 mars 2005-LDGL

Par Juakali Kambale

Le district de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), demeurera dans l'histoire politique de ce pays d'Afrique centrale comme l'une des plus grosses épines dans le processus de paix après celles des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

En effet, autant dans les deux provinces du Kivu, se pose un problème de cohabitation entre les Hutu et les Tutsi, autant les tribus Hema et Lendu se disputent, à l'aide de milices fortement armées, le contrôle exclusif de tout le district de l'Ituri.

A l'origine, un problème foncier, avec les Hema, éleveurs, qui disputent la terre aux Lendu, cultivateurs, pour nourrir leurs troupeaux de vaches. C'est aujourd'hui la vraie raison de la difficulté de cohabitation entre les deux groupes, mais la question devient de plus en plus difficile à cerner.

En dépit de l'intégration des anciens chefs de guerre dans l'armée nationale, dont on croyait qu'elle contribuerait à calmer la situation, les différentes milices agissent sur le terrain comme si aucun accord n'avait jamais été signé. Et plus grave encore, comme si elles n'étaient pas concernées par l'engagement politique et militaire signé, en leur nom à tous, par leurs anciens leaders.

L'assassinat, vendredi (25 février) à Kafe, dans les environs de Bunia, de neuf soldats bangladeshi de la Mission des observateurs des Nations Unies au Congo (MONUC), démontre à quel point l'opération de pacification de la région est loin d'atteindre ses objectifs.

Les observateurs de la MONUC sont tombés dans une embuscade tendue par les milices lendu du FNI (Front des nationalistes intégrationnistes) d'un certain Jérôme Kakwavu, l'un des cinq généraux de brigade, nommés début janvier, par le président Joseph Kabila.

Dans le même souci de restaurer la paix dans le district de l'Ituri, et afin de les empêcher de rentrer en contact physique avec leurs anciens groupes armés, les généraux ituriens, récemment nommés et intégrés dans les Forces armées de la RDC, avaient été ramenés à Kinshasa, la capitale congolaise, où ils vivent jusqu'à ce jour.

Pourtant, le climat d'insécurité n'a jamais diminué sur place en Ituri.. "La différence d'avec la situation ancienne, c'est qu'il n'y a pratiquement plus d'affrontements entre milices de différentes communautés", explique Rachel Eklou, le porte-parole de la MONUC à Bunia.

"Aujourd'hui, les milices s'attaquent à la population civile pour lui ravir les produits alimentaires. C'est beaucoup plus un problème de difficultés d'intendance qu'un problème politique", affirme-t-elle.

En effet, lors des derniers incidents, les milices du FNI se sont d'abord attaquées aux troupes de la MONUC qui apportaient de l'aide alimentaire aux populations sinistrées de Kafe. Le convoi humanitaire avait été maîtrisé et neutralisé avant d'être libéré. La distribution des vivres avait pu être poursuivie normalement. L'embuscade mortelle est survenue bien plus tard.

L'incident de Kafe porte un coup sérieux au moral des troupes onusiennes. La ville de Bunia, la capitale de l'Ituri, et ses environs avaient déjà été sécurisés en 2003 par la force multinationale

Artémis, qui avait été déployée sur place pour s'interposer entre les différentes milices belligérantes.

Composée essentiellement par des troupes françaises, la force multinationale Artémis, s'était, elle-même, durement accrochée avec l'une ou l'autre des milices de l'Ituri, mais elle avait réussi à retourner la situation à son avantage.

Alors qu'elles ne travaillaient que sur la ville de Bunia, les troupes de l'ONU avaient également pour mission de sécuriser tout le district de l'Ituri qui est pratiquement aussi vaste que l'Ouganda voisin. Elle a déjà réalisé un important travail de pacification du district. Les opérations de démobilisation des enfants soldats se poursuivaient normalement. L'espoir était donc permis jusqu'à l'assassinat des observateurs de la MONUC.

Pour Pétronelle Vaweka, administratrice du district de l'Ituri, les milices actuelles ne sont plus que de bandits de grands chemins sans aucun idéal ni revendication politiques. "Le gouvernement congolais a fait l'essentiel en récupérant les têtes d'affiches des milices et en les intégrant dans l'armée nationale", déclare-t-elle à IPS.

"Pour l'instant, les groupes armés, qui s'attaquent à la population et qui sont les auteurs de l'assassinat des militaires de l'ONU, ne sont que des bandits qui doivent être traités comme tels. Il n'y a pas de négociations à faire avec eux", a ajouté Vaweka.

La MONUC semble être du même avis car elle a renforcé son dispositif militaire. Elle a dépêché, sur place à Bunia, des hélicoptères de combat qui pourraient désormais utiliser les canons à bord, conformément au chapitre 7 de la Charte de l'ONU qui autorise l'usage de la force.

Les corps des victimes bangladeshi ont été rapatriés dans leur pays dès samedi (26 février) par l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda. Sur place, en Ituri, le reste de la troupe bangladeshi ne semble pas trop découragée par cet incident. Elle a reçu un message de soutien du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui a beaucoup insisté sur l'idéal des objectifs de la mission onusienne en RDC.

Le président congolais Joseph Kabila a, de son côté, promis de tout faire pour retrouver les auteurs de cette tuerie. Il a dépêché à Bunia son ministre de la Défense, Adolphe Onusumba, qui a déclaré là-bas que les coupables ne resteraient pas impunis.

Trois des généraux ituriens nommés récemment ont été mis en résidence surveillée à Kinshasa depuis lundi (28 février), suspectés d'être les complices du meurtre des soldats de la MONUC.

L'insécurité croissante dans le district de l'Ituri se traduit par un manque à gagner alimentaire inestimable pour la RDC. L'Ituri est ou était une immense ferme bovine qui produisait les deux tiers de la viande de boeuf consommée à Kinshasa. Ce district produisait également une quantité non négligeable de poissons grâce au lac Albert qui se trouve parmi les lacs les plus poissonneux du Congo.

N'eût été la zone de turbulence actuelle dans la région, le district de l'Ituri devrait bénéficier d'un grand projet de l'Initiative du Bassin du Nil, visant à relancer la pêche sur les lacs Albert et Edouard, respectivement dans la province Orientale et au Nord-Kivu. Le projet est financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 15 millions de dollars.

L'Initiative du Bassin du Nil est une organisation intergouvernementale régionale qui regroupe tous les pays riverains du fleuve Nil en vue de promouvoir un développement durable dans la région, à partir d'une exploitation rationnelle des eaux du fleuve.

Julien Malikidogo, président de l'Observatoire du Bassin du Nil, une organisation non gouvernementale congolaise de développement, regrette que l'insécurité généralisée dans le nord-est de la RDC empêche la réalisation de nombreux projets de développement.

"Depuis 1996, les différentes guerres refroidissent les investisseurs", explique-t-il. "La route Goma-Beni-Bunia n'a pas pu être asphaltée à cause de la guerre dite de libération contre Mobutu alors que l'Union européenne avait déjà débloqué les fonds. Aujourd'hui, il faut craindre pour la réhabilitation de la route Beni-Niania-Kisangani sur 1.000 kilomètres, qui est d'importance vitale pour le développement du nord-est de la RDC".

Selon des statistiques des Nations Unies, l'insécurité en Ituri a coûté la vie à environ 50.000 personnes depuis cinq ans. Près d'un million d'autres sont en errance dans la brousse ou ont préféré traverser le lac Albert pour se réfugier en Ouganda. Les services ougandais du Haut commissariat aux réfugiés estiment à 100 réfugiés congolais qui entrent par jour en Ouganda.